

Modèle de partage de l'information du CDPISP – septembre 2018

Le partage de l'information a été préparé pour la réunion du CDPISP de septembre 2018 et ne doit pas être communiqué à l'extérieur du Conseil

Administration : QUÉBEC	Personnes-ressources
<p>1. Réalisations : Mettez en relief les principales réalisations en matière de la TI/GI, et/ou des étapes importantes réalisées dans votre administration au cours des 6 à 12 derniers mois.</p>	<p style="text-align: center;">GOUVERNANCE ET GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mars 2018, entrée en vigueur progressive des dispositions modificatives apportée à la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement permettant notamment : <ul style="list-style-type: none"> ○ Le renforcement du rôle du dirigeant principal de l'information; ○ Le regroupement des dirigeants de l'information autour de portefeuilles ministériels; ○ La création d'un comité de gouvernance; ○ La mise en place d'un nouveau processus de planification des investissements; des dépenses et de la main-d'œuvre arrimé au cycle budgétaire; ○ Une plus grande flexibilité dans la détermination des autorisations requises pour différents types de projets en ressources informationnelles; ○ Un pouvoir de vérification accru attribué au président du Conseil du trésor. • Ces nouvelles dispositions ont nécessité la mise en place de plusieurs nouveaux dispositifs : <ul style="list-style-type: none"> ○ Nouvelles règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles; ○ Mise en place de la méthodologie pour permettre l'évaluation comparable des actifs informatiques au sein des organismes publics; ○ Modification aux différents systèmes de collectes; ○ Formation à assurer aux ministères et organismes impactés. • Avril 2018, élaboration et approbation de la Politique de main-d'œuvre en technologies de l'information qui, sous la responsabilité des plus hauts dirigeants des ministères et organismes, permet notamment d'agir sous quatre axes d'intervention : <ul style="list-style-type: none"> ○ Repenser l'organisation du travail; ○ Assurer l'évolution et la pérennité de l'expertise; ○ Optimiser la gestion des mandats confiés aux prestataires de services; ○ Consolider la culture de l'éthique et de l'intégrité. <p style="text-align: center;">GOUVERNEMENT NUMÉRIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mai 2018, dévoilement de la Stratégie pour une administration publique numérique qui s'inscrit dans le troisième volet de la Stratégie numérique du Québec lancée en décembre 2017. Les travaux de mise en œuvre ont débuté et permettront d'accroître notamment l'accessibilité et la rapidité d'accès aux services gouvernementaux. La Stratégie pour une administration publique numérique comprend trois orientations : <ul style="list-style-type: none"> ○ Offrir une expérience centrée sur la personne; ○ Adopter une culture numérique; ○ Accélérer la transformation. • Un appui financier de 215 M\$ est prévu pour la mise en œuvre de la Stratégie pour une administration publique numérique.

	<ul style="list-style-type: none"> • Juin 2018, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie pour une administration publique numérique et en lien avec la Stratégie des ressources humaines 2018-2023, annonce d'un partenariat entre le gouvernement du Québec et de l'Université Laval pour la création de l'Académie des transformations numériques afin de : <ul style="list-style-type: none"> ○ Préparer une offre d'accompagnement au personnel de la fonction publique pour l'acquisition de connaissances et le développement de compétences en vue de la transformation numérique de l'administration publique; ○ Mettre sur pied une chaire de recherche pour l'étude des répercussions des transformations numériques sur les emplois de la fonction publique en vue de prévoir les besoins de formation et les compétences à favoriser pour garantir un niveau optimal de services aux citoyens et aux entreprises. <p>DONNÉES OUVERTES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Juin 2018, le gouvernement s'est doté du Plan d'action pour l'accessibilité et le partage des données ouvertes des ministères et des organismes publics qui présente des engagements spécifiques qui permettront de répondre aux défis suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ Redonner les données publiques aux citoyens; ○ Innover avec les données ouvertes; ○ Impliquer les citoyens aux affaires publiques; ○ Développer une culture de collaboration. <p>STANDARD WEB</p> <ul style="list-style-type: none"> • Juillet 2018, approbation d'un nouveau standard sur l'accessibilité des sites Web en conformité avec les objets de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale et en remplacement des standards adoptés en 2011. Le nouveau standard adopté est adapté aux nouvelles technologies et permet de pallier les difficultés d'application et d'évaluation d'application des standards précédemment mis en place. Le standard s'appuie sur les Règles pour l'accessibilité des contenus Web (WCAG 2.0). 	
<p>Priorités: Décrivez brièvement ce que votre organisation considère comme principale priorité/initiative sur la TI/GM au cours des 12 à 36 prochains mois.</p> <p><i>Le PSCIOC est particulièrement intéressé par l'information dans les domaines suivants:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement numérique • Cybersécurité • Gestion des talents 	<p>TRAVAUX POUR LA MISE EN ŒUVRE D'INITIATIVES STRUCTURANTES</p> <p>Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • À l'échelle gouvernementale, mises en œuvre par différentes entités des plans d'action découlant des orientations prévues à la Stratégie numérique du Québec : <ul style="list-style-type: none"> ○ Des infrastructures performantes et évolutives; ○ L'éducation, l'enseignement supérieur et le développement de compétences numériques pour tous; ○ Une administration publique transparente et efficiente; ○ Des villes et territoires intelligents; ○ Une économie d'excellence numérique; ○ La santé connectée au citoyen; ○ Notre culture, chez nous partout. • Plus particulièrement en ce qui concerne l'administration publique numérique, mise en œuvre du plan d'action 2018-2019 de la Stratégie pour une administration publique numérique • En matière de données ouvertes, mise en œuvre du Plan d'action pour l'accessibilité et le partage des données ouvertes des ministères et des organismes publics 	

	<ul style="list-style-type: none"> En matière de sécurité de l'information : <ul style="list-style-type: none"> Élaboration d'une stratégie d'encadrement en sécurité de l'information afin de faciliter la prise en compte des technologies émergentes et de la cybersécurité; Élaboration d'un programme de formation à l'intention des responsables organisationnels de la sécurité de l'information. <p>TRAVAUX POUR LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS STRUCTURANTS</p> <p>Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> Développement d'une nouvelle solution pour l'accès aux services numérique (accès UniQc), un service qui permettra : <ul style="list-style-type: none"> Aux citoyens et aux entreprises d'accéder plus facilement à l'ensemble des services gouvernementaux en ligne; De réduire les coûts associés à l'entretien et l'évolution des solutions existantes; De simplifier l'accès pour les citoyens et les entreprises aux services gouvernementaux; D'offrir un niveau de sécurité accru de protection des citoyens contre l'usurpation d'identité. Programme de consolidation des centres de traitement informatique (CTI) et de l'optimisation du traitement et du stockage mené par le Centre des services partagés du Québec qui permettra : <ul style="list-style-type: none"> La consolidation progressive de plus d'une centaine de CTI sous deux pôles géographiques; La mise en place d'un service gouvernemental de traitement et de stockage de type infonuagique. Plan d'affaires pour la transformation de la Justice et permettre l'efficience du système de justice en passant par sa transformation et sa modernisation 	
<p>2. Enjeux et besoins : Précisez les enjeux que vous aimeriez partager avec le Conseil et le type d'assistance dont vous aurez peut-être besoin de la part du CDPISP.</p>	<p>PISTES D'OPTIMISATION À EXPLORER :</p> <ul style="list-style-type: none"> Efficacité des acquisitions. Regroupement de l'excellence pour faciliter le déploiement des expertises de pointe (par exemple : DevOps, Intelligence artificielle, Blockchain). 	
<p>3. Sujets d'intérêt : Veuillez identifier des sujets d'intérêt dans votre administration pour les prochaines réunions / téléconférences du CDPISP</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les enjeux de main-d'œuvre en TI : mesures mises en place au sein des administrations gouvernementales pour assurer le maintien de l'expertise, le transfert d'expertise et des effectifs suffisants. Enjeux financiers dans le cadre de la mise en œuvre de services partagés obligatoires (CAPEX-OPEX). 	